Une tentative d'étude prospective sur l'orientation scolaire et universitaire

par Maurice Reuchlin
(Directeur de l'Institut National d'Orientation Professionnelle)

La Fondation Européenne de la Culture a organisé un large ensemble de recherches prospectives sous le titre « Plan Europe 2000 ». Ces recherches se sont déroulées de 1968 à 1973 selon un programme qui a permis à un grand nombre d'universitaires et de chercheurs européens appartenant à toutes les disciplines de coordonner leurs travaux et d'échanger systématiquement leurs résultats. L'étude qui est présentée ici s'intègre dans le projet « L'éducation et l'homme du XXIe siècle » et porte sur l'évolution prévisible des problèmes d'orientation scolaire et universitaire au cours des prochaines décennies (1). Il suffit d'énoncer un tel thème de réflexion pour en percevoir immédiatement les limites : il est bien évident que l'on ne peut guère avoir d'illusion sur l'exactitude matérielle de prévisions factuelles détaillées qui seraient tentées à cette échelle de temps. Tout au plus peut-on espérer qu'une analyse se voulant honnête et aussi documentée que possible puisse conduire sur un tel sujet à une discussion et éventuellement à une réévaluation de l'importance des facteurs dont on juge, aujourd'hui, qu'ils ont un poids dans l'évolution du problème. Pour sa part, l'auteur de cet essai a été amené à percevoir de façon plus aiguë le caractère très schématique et passablement artificiel de certains modèles de pensée autour desquels un impressionnant consensus existe cependant parmi les spécialistes de l'éducation. Il est maintenant beaucoup moins sûr que l'éducation soit appelée à négliger de plus en plus la transmission des connaissances pour favoriser le libre épanouissement de virtualités individuelles dont on postule le caractère spécifique et socialement souhaitable ; qu'il convienne de valoriser toute méthode favorisant la spontanéité ; que tous les problèmes éducatifs ne se posent qu'en fonction d'options politiques fondamentales. Ces idées ont été développées dans d'innombrables écrits, avec parfois une finesse d'analyse philosophique et un talent littéraire incontestables. Elles supportent mal leur confrontation avec les faits et les prévisions que l'on est bien forcé de prendre en considération dès que l'on sort du monde

(1) Reuchlin (M.), *L'enseignement de l'an 2000. Le problème de l'orientation,* Paris, Presse Universitaires de France, 1973.

clos (peut-être devrait-on dire du monde théâtral) que constitue encore dans une large mesure le milieu éducatif. Or il est impossible de parler d'orientation scolaire et universitaire, au présent ou au futur, sans faire intervenir des références extérieures à l'École et à l'Université.

Ces références sont recherchées successivement en ce qui concerne l'accumulation et l'évolution des connaissances, le développement et la transformation des techniques et de l'économie, l'évolution de certains déterminants sociologiques ou biologiques de l'orientation individuelle. On examine ensuite l'évolution des moyens et des fins de l'éducation. Enfin, on essaie de dégager des prévisions et aussi un schéma prospectif « volontariste » de ce que pourra être, et devrait être, l'orientation.

En ce qui concerne l'évolution des connaissances, une distinction est faite entre les domaines qui exigent une série ordonnée, cumulable, d'acquisitions déterminées, comme c'est le cas dans les sciences et les techniques, et les domaines pour lesquels cette contrainte n'est pas imposée par la nature des choses, comme en littérature. La très grande liberté de choix, l'absence de sélection, qui sont souvent hautement valorisées, ne paraissent pas compatibles, pour des raisons strictement pédagogiques, avec l'acquisition de connaissances avancées dans les domaines scientifiques et techniques. Il en résulte qu'une orientation relativement précoce et assez contraignante devra nécessairement être acceptée par ceux qui souhaitent acquérir dans ces domaines une qualification de niveau élevé. Un clivage risque de se produire entre les milieux où cette nécessité sera comprise, milieux qui fourniront les cadres scientifiques et économiques d'une société au sein de laquelle ces cadres jouiront probablement d'une influence considérable, et les milieux qui récuseront cette nécessité. La condamnation de l'encyclopédisme ne fait qu'enregistrer une évidence : l'impossibilité de l'encyclopédisme. Mais cette condamnation est parfois comprise comme établissant l'inutilité de toute connaissance spécifique relative à un domaine limité. Il y a probablement là une erreur grave. L'évolution rapide des connaissances mise en évidence par l'histoire des sciences et des techniques n'égalise pas en permanence les possibilités que peuvent avoir des individus différents d'acquérir des connaissances nouvelles : l'individu qui maîtrise aujourd'hui les connaissances relatives à un certain domaine est mieux placé que tout autre pour maîtriser l'état nouveau que ces connaissances prendront demain. La formation « récurrente » n'introduira probablement pas dans l'orientation la fluidité que certains espèrent, au moins pour les degrés élevés de qualification : le niveau de connaissances atteint à une certaine date n'est pas un « billet de chemin de fer » permettant de « reprendre le train » après une longue interruption : il se périme vite. Une formation initiale solide et spécialisée risque de rester la condition nécessaire pour accéder à une formation continue dont la nécessité est une autre évidence, mais dont il ne faut sans doute pas attendre des effets qu'elle ne peut avoir.

L'évolution des techniques permet d'attendre, selon les prévisions économiques les plus autorisées, une augmentation de la proportion de la population active du secteur tertiaire. Mais l'extrême hétérogénéité de ce secteur ne permet pas de tirer de ce fait des conséquences précises en matière d'orientation. On peut, semble-t-il, déduire des données fournies par les économistes et les démographes que le nombre des personnes ayant reçu, en 2000, une formation universitaire sera supérieur au nombre des emplois exigeant une formation de ce niveau. Mais ce qui importe davantage ici est la nature de la formation reçue. Or il semble que la proportion des élèves et étudiants s'orientant vers les sciences et les techniques tende à baisser en Europe occidentale (à la différence de ce que l'on observe aux États-Unis ou en Union Soviétique) alors que l'on peut prévoir un accroissement des besoins dans ces secteurs. L'évolution de la notion de qualification constitue un élément de prévision important en ce qui concerne l'orientation. L'idée qu'une formation « générale », de contenu quelconque, peut désormais constituer le fondement d'une qualification professionnelle a été défendue au niveau des ouvriers « professionnels », qualifiés, de l'industrie. Elle paraît difficile à généraliser. En fait, même dans l'industrie, la généralisation de l'automatisme ne crée pas un nouveau type de qualification fondé sur cette formation scolaire non spécialisée. Elle suscite une déqualification de certains emplois, et l'apparition d'emplois qualifiés nouveaux nécessairement fondés sur une formation cohérente et « cumulative ». Les discontinuités dans la gamme des qualifications paraissent devoir se creuser plutôt que se combler, aussi bien entre qualifications différentes de même niveau (discontinuités « horizontales ») qu'entre qualifications de niveaux croissants (discontinuités « verticales »). Ces remarques, relatives à la qualification dans le secteur secondaire, paraissent s'appliquer à de nombreux emplois tertiaires, dont on aurait pu espérer qu'ils soient susceptibles d'accueillir des jeunes gens ayant fait des études universitaires de type non cumulatif. L'attrait de ces études sans contrainte est si grand, elles sont si souvent valorisées par les philosophes de l'éducation, que l'on est amené à penser que la proportion de jeunes gens entrant dans la production avec une formation initiale leur permettant d'acquérir une qualification élevée tende à devenir assez faible. Il n'est pas impossible que la société technicienne accorde d'importants avantages à la faible minorité acceptant les contraintes d'une formation spécialisée et d'une activité qualifiée, et qu'elle puisse fonctionner ainsi. Tout permet de prévoir en effet une élévation sensible du niveau de vie de l'ensemble de la population, et un raccourcissement du temps de travail. Ces conditions de vie peuvent être favorables à une « résignation » satisfaite de la large majorité des non-qualifiés, peu désireux de s'imposer les contraintes et les fatigues de l'« élitocratie ». La question de savoir si une telle organisation sociale est souhaitable est toute autre. Cette organisation est seulement considérée comme possible, dans cette étude et dans plusieurs autres. Dans une telle organisation, l'adoption précoce de certaines échelles de valeurs, et le choix précoce d'un certain type de formation initiale prennent une grande importance.

Parmi les déterminants sociologiques de l'orientation, on connaît l'importance du niveau socio-économique de la famille. Il est difficile de ramener le fait de l'inégalité des chances devant l'éducation à l'existence d'une organisation sociale et éducative délibérément mise en place par les classes favorisées pour perpétuer de génération en génération les avantages dont elles jouissent. Les statistiques connues montrent que le handicap culturel de certaines catégories socio-professionnelles s'observe sous des régimes politiques très différents. Elles montrent aussi qu'il tend à s'atténuer lentement. On peut supposer que les contraintes matérielles qui, à l'heure actuelle, sont encore souvent déterminantes dans la formation du handicap tendront à s'atténuer. Ce qui restera en cause sera la décision d'utiliser ou non les ressources disponibles à des activités « éducogènes », l'adoption ou le rejet de certaines échelles de valeurs privilégiant une pensée abstraite sur le « vécu » émotionnel. Si les décisions et les échelles de valeurs favorables au développement intellectuel et

culturel s'inscrivaient dans la tradition d'un nombre limité de familles, le danger de formation d'une « élitocratie » en serait renforcé. Une information apportée sous une forme personnalisée, individualisée, à chaque famille peut constituer un moyen d'atténuer ce danger. Il est possible que le niveau socio-culturel et d'autres déterminants de l'orientation comme le caractère urbain ou rural de la localité habitée, soient des variables « à seuil » : une fois réalisées certaines conditions familiales ou locales, les enfants cessent de supporter un handicap propre à la famille ou à la localité. On peut alors penser que les différents milieux socio-culturels ou géographiques franchiront ce seuil à des dates différentes, les moins handicapés étant les premiers à bénéficier d'une évolution favorable. Mais on peut aussi écarter l'hypothèse pessimiste d'un accroissement constant des « distances » culturelles et éducatives séparant, à l'heure actuelle, ces milieux. Les décisions à prendre en matière d'orientation tendent probablement à devenir plus « libres » à l'égard de tels déterminants (parmi lesquels on peut aussi ranger le sexe). La multiplication de ces décisions plus libres, mais devant nécessairement être prises, est peut-être un élément important dans l'évolution du problème de l'orientation. Dans la mesure où ces facteurs sociologiques de l'orientation perdent progressivement une partie de leur poids, l'importance relative des facteurs biologiques individuels tendra à croître. Il n'est pas douteux à l'heure actuelle que l'héritage génétique joue un rôle non négligeable dans les différences individuelles. Le rôle de l'éducation reste cependant des plus importants : il permet d'actualiser le phénotype le plus favorable parmi ceux qu'un génotype donné rend possibles.

Si l'on envisage l'évolution des moyens consacrés à l'éducation, on constate partout leur accroissement, ce qui place un nombre croissant de jeunes devant la décision de continuer ou non leurs études. L'individualisation de l'enseignement, rendue possible par l'évolution des techniques (enseignement programmé, audio et visuo cassettes, etc.) augmentera encore la part de responsabilité incombant personnellement à chaque élève ou étudiant. Les filières offertes par l'organisation de l'enseignement paraissent devoir se différencier essentiellement en fonction du caractère cumulatif (sélection, programme imposé, mémorisation des connaissances nécessaires, acquisition effective de techniques, etc.) ou non cumulatif des études qu'elles proposent. Le choix entre l'un ou l'autre de ces types d'études (ou le dosage de l'un par rapport à l'autre) constituera peut-être, après une période d'enseignement commun indifférencié, la décision d'orientation majeure, sur laquelle aucun système de formation continue ou récurrente ne permettra de revenir fondamentalement. Les buts de l'éducation ont fait l'objet d'un grand nombre d'écrits dont on peut regretter qu'ils se situent souvent à un degré de généralité extrêmement élevé. L'un des objectifs parmi les plus fréquemment invoqués, la pleine réalisation de toutes les potentialités individuelles, ne peut qu'emporter une large adhésion. Une analyse un peu plus précise révèle cependant un certain nombre de difficultés : le développement de toutes les potentialités individuelles est-il toujours socialement possible et souhaitable ? L'éducation peut-elle avoir le caractère gratuit qu'un tel objectif suppose ? Comment connaître ces potentialités individuelles et être sûr qu'on leur offre bien le type d'éducation permettant leur épanouissement ? Peut-être sera-t-il plus réaliste d'assigner à l'éducation l'objectif général consistant à mettre l'individu en mesure de réaliser d'une certaine façon parmi beaucoup d'autres possibles certaines des innombrables potentialités dont il est porteur, en rendant plus riches et plus structurées ses interactions avec son milieu, dans les limites qu'impose inévitablement toute vie sociale.

De cette conception de l'éducation on peut tirer l'objectif général que l'orientation pourrait s'assigner : aider chaque individu à se construire une perception cohérente de ses innombrables actions et réactions, effectives ou concevables en chaque instant, une perception cohérente de l'évolution qu'il vit sous leur effet. Par là, l'orientation pourrait contribuer à l'édification de chaque individu, à son « individuation ». La difficulté paraît grande pour chaque individu, dans la société actuelle, de vivre de façon unitaire les expériences qui s'imposent à lui, les décisions innombrables qu'il est amené à prendre. Les manifestations de la « crise de la jeunesse » peuvent être comprises comme des réactions de fuite et de sauvegarde devant ces menaces d'émiettement de la personne. On tente, dans les dernières pages de l'étude, de tirer quelques conséquences possibles de cette vision des choses. Le rôle des enseignants et des conseillers-psychologues spécialisés est envisagé aux différentes étapes de la vie scolaire, universitaire et post-universitaire.

L'esprit général de l'étude est résumé dans ses dernières lignes : « Les problèmes actuels de l'orientation, qui constituent l'un des aspects de « la crise de la jeunesse », ont été suscités surtout par le développement des secteurs scientifiques et techniques de notre société, sous l'effet de la pensée rationnelle. Ce développement et l'usage de cette forme de pensée sont des faits irréversibles. Les tentatives pour valoriser des formes archaïques de vie sociale ou une régulation émotionnelle des conduites individuelles sont des réactions qui n'ont aucune chance de modifier le cours de l'évolution parce qu'elles utilisent des moyens infiniment moins efficaces que la pensée rationnelle. Le seul pari possible consiste à tenter de généraliser la pensée rationnelle, au lieu de tenter d'y échapper. Mais c'est un pari. »